

Médecins, avocats et architectes font face à une surcharge de travail en raison d'un manque de personnel

Le blues des professions libérales

MAUDE BONVIN

Marché du travail ▶ Pression, stress et surcharge de travail. Les Suisses actifs dans les professions libérales se sentent dépassés, selon une enquête du bureau BSS publiée mardi. Dans la bouche des 3600 personnes interrogées, «tensions, clients désagréables et demandes incessantes» reviennent fréquemment.

Un indépendant spécialisé dans le domaine juridique témoigne dans l'étude commandée par l'Union suisse des professions libérales (USPL): «Mon travail est très pénible, avec du temps partiel pratiquement impossible.» Même son de cloche d'un psychologue qui emploie trois collaborateurs: «Je trouve la situation précaire.

Les enfants, adolescents et parents concernés attendent des mois avant d'obtenir une aide professionnelle. Nous recevons chaque jour des demandes que nous devons refuser. Nous sommes nous-mêmes à la limite de nos capacités.»

Un ingénieur questionné avoue renoncer à des travaux car il ne parvient pas à tenir les délais. «Stress et heures supplémentaires... C'est la qualité de la prestation qui en pâtit au final», déplore Marco Taddei, secrétaire général de l'USPL.

Pénurie criante

Le manque de personnel qualifié, de loin l'inquiétude numéro un, est pointé du doigt par les individus interrogés. Ainsi, 71% des sondés jugent ce problème «important ou plutôt important». «Ce pourcentage va au-delà de ce que nous pensions», commente Marco Taddei.

Si la pénurie de main-d'œuvre est particulièrement marquée dans la santé et les branches techniques, elle concerne aussi le domaine juridique puisqu'il s'agit d'une préoccupation majeure pour 15% des personnes actives dans ce secteur. Et cet obstacle n'est pas près d'être surmonté devant les difficultés de recrutement.

Ainsi, un poste repourvu rapidement, soit en moins de deux mois, fait figure d'exception. La norme se fixe plutôt à six mois dans les professions libérales. Le manque de personnel est

460 000
Le nombre d'employés
qui pourraient
manquer en Suisse
d'ici à 2035



De nombreux psychologues doivent refuser des patients en Suisse, faute de temps suffisant. KEYSTONE



«C'est la qualité de la prestation qui en pâtit au final» Marco Taddei

plus important dans ces métiers puisque la vacance d'un poste de travail se chiffre à 43 jours en moyenne dans l'ensemble de l'économie suisse.

Selon les participants de l'enquête, aucune détente ne pointe à l'horizon. Une majorité d'entre eux prévoit en effet que les besoins en personnel qualifié resteront élevés l'année prochaine. Marco Taddei y voit un problème au long cours avec le départ à la retraite de nombreux baby-boomers. Il pourrait manquer jusqu'à 460 000 employés en Suisse, tous secteurs confondus, d'ici à 2035. Aux yeux du secrétaire général de l'USPL, la pénurie de main-d'œuvre met en péril la compétitivité des entreprises helvétiques.

La dure succession

Autre conséquence de ce manque de bras: des horaires

à rallonge. Alors que les professionnels des métiers libéraux souhaitent généralement travailler un peu plus de 40 heures par semaine, le nombre d'heures passées au bureau ou en cabinet atteint plutôt 50.

Pour justifier le désamour vis-à-vis de leur activité, les sondés mettent en exergue la difficulté à concilier vie privée et professionnelle et une charge administrative élevée. Sur la bureaucratie, Marco Taddei précise qu'un médecin généraliste consacre en moyenne un jour par semaine à des tâches administratives. Les sondés jugent également leur rémunération trop faible. «Les professions libérales englobent aussi les ostéopathes et les logopédistes qui ne disposent pas de revenus mirobolants», fait remarquer le secrétaire général de l'USPL.

Les craintes concernant l'avenir sont également im-

portantes pour les personnes arrivées en fin de carrière. Cité dans l'analyse, un physiothérapeute indépendant se désespère: «Je ne trouve pas de successeur pour ma patientèle, que j'ai constituée pendant plus de 30 ans. Je vais bientôt dissoudre et fermer mon cabinet.» Près de 90 000 entreprises seront transmises, ces prochaines années, tous domaines d'activité confondus. Les bureaux d'architecte font partie des secteurs économiques souffrant le plus de ce problème.

Perte d'attractivité

Pour les futurs diplômés, l'indépendance ne va pas de soi. Les jeunes questionnés dans l'enquête ne considèrent plus cette forme d'activité comme le graal, la liberté ultime en somme. «Nous assistons à un changement de génération. Autrefois, l'indépendance était

un idéal souhaité par les individus se lançant dans des études pour exercer une profession libérale. C'était une sorte de fierté. Les jeunes présentent désormais une aversion au risque plus grande», observe Marco Taddei.

Les étudiants sondés dans l'enquête donnent plutôt la priorité à leurs intérêts professionnels ainsi qu'à la conciliation entre la vie professionnelle et privée. «Pour un jeune qui veut se lancer, c'est un saut dans l'inconnu. Il convient d'améliorer la préparation à l'indépendance durant les études», juge pour sa part Marco Taddei. Il fait notamment référence à des cours sur la gestion RH. Les sondés en appellent aussi à une formation davantage axée sur la pratique, tout comme à davantage de flexibilité dans l'organisation du travail. I